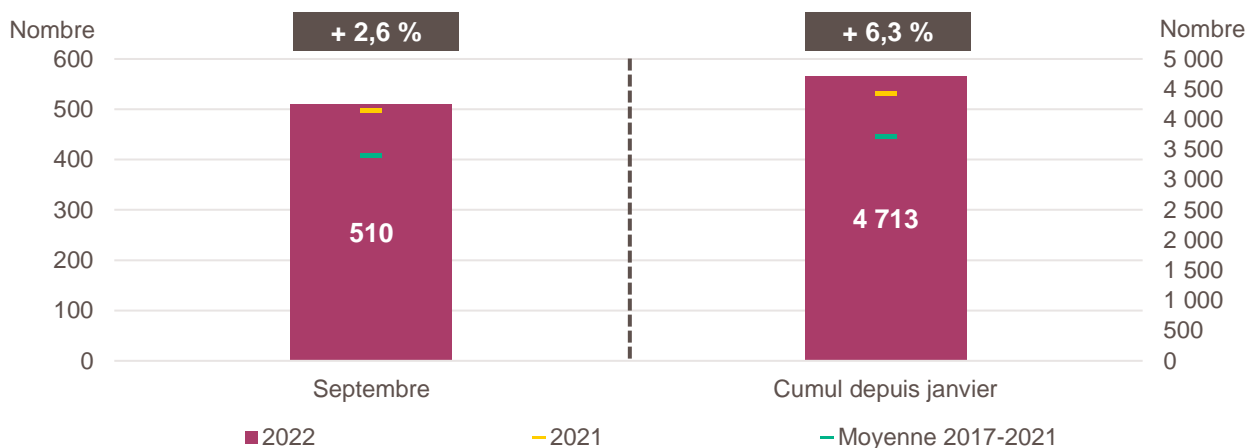


Avertissement : à compter de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon le dispositif rénové par l'Insee. Il en résulte un relèvement en niveau des créations d'entreprises. Les données de cette publication ne sont donc pas comparables à celles des productions précédentes pour le mois concerné

Pour en savoir plus : [documentation de l'Insee](#)

Création d'entreprise en Corse en septembre 2022 et cumul depuis le début de l'année



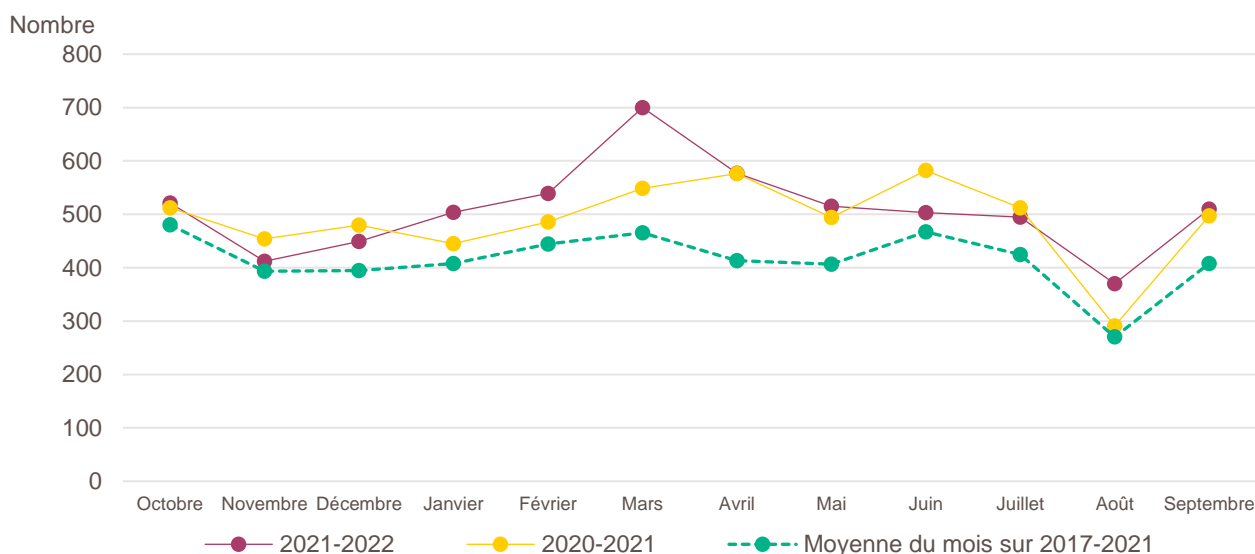
Lecture de la partie gauche : en septembre 2022, 510 entreprises ont été créées en Corse, soit + 2,6 % par rapport aux 497 de septembre 2021 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 408 pour le mois de septembre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2022 s'élève à 4 713, soit + 6,3 % par rapport aux 4 432 de janvier à septembre 2021 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et septembre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 3 706 (marque verte).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Corse sur douze mois glissants



Lecture : en octobre 2020, 512 entreprises ont été créées en Corse contre 521 en octobre 2021 et 480 en moyenne pour les mois de octobre 2017 à 2021.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon le secteur d'activité

Septembre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2021-2022 %	Évolution janvier à septembre 2021-2022 %
Activités secondaires	127	74,0	+ 5,0	- 0,3
Industrie	25	88,0	- 32,4	- 6,5
Construction	102	70,6	+ 21,4	+ 3,0
Activités de type commerce	134	65,7	- 0,7	- 2,6
Commerce de détail	36	47,2	- 16,3	- 19,4
Commerce de gros	16	62,5	+ 14,3	- 20,6
Commerce de bouche ^a	1	0,0	- 66,7	+ 6,7
Commerce et réparation automobiles	6	83,3	- 60,0	- 3,2
Hébergement	10	0,0	- 9,1	+ 17,5
Restauration	12	58,3	+ 20,0	+ 4,0
Services en direction des personnes	53	92,5	+ 35,9	+ 14,9
Activités de type services	249	62,2	+ 3,3	+ 15,8
Immobilier	22	27,3	+ 37,5	+ 16,7
Transports et entreposage	5	80,0	- 54,5	+ 20,9
Activités scientifiques et techniques	63	74,6	- 3,1	+ 2,2
Activités de soutien aux entreprises	65	75,4	+ 12,1	+ 33,1
Information et communication	11	90,9	- 8,3	+ 20,0
Enseignement	18	100,0	- 21,7	+ 26,1
Arts, spectacles et activités récréatives	24	70,8	+ 41,2	+ 24,0
Santé humaine et action sociale ^b	33	9,1	+ 13,8	+ 2,1
Activités financières et d'assurance	8	12,5	- 20,0	+ 1,4
Activités des sociétés holding	5	0,0	+ 25,0	- 8,1
Total Corse	510	66,1	+ 2,6	+ 6,3

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

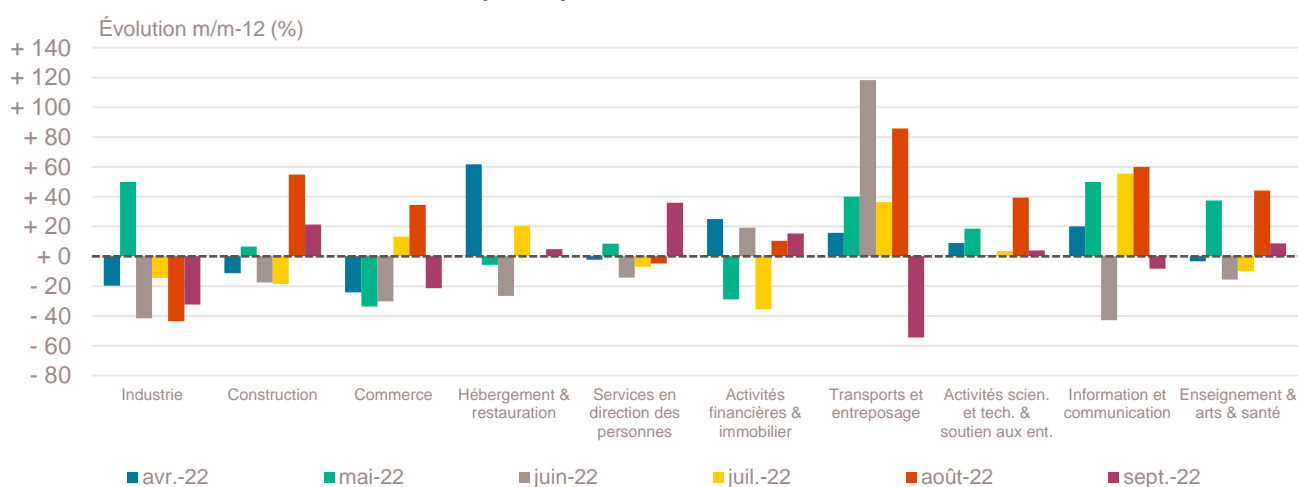
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en septembre 2022, 25 entreprises ont été créées en Corse dans l'industrie (dont 88 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 32,4 % par rapport à septembre 2021 et un nombre cumulé sur janvier-septembre 2022 en baisse de - 6,5 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2021.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Variation du nombre de créations d'entreprises par secteur d'activité en Corse



Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

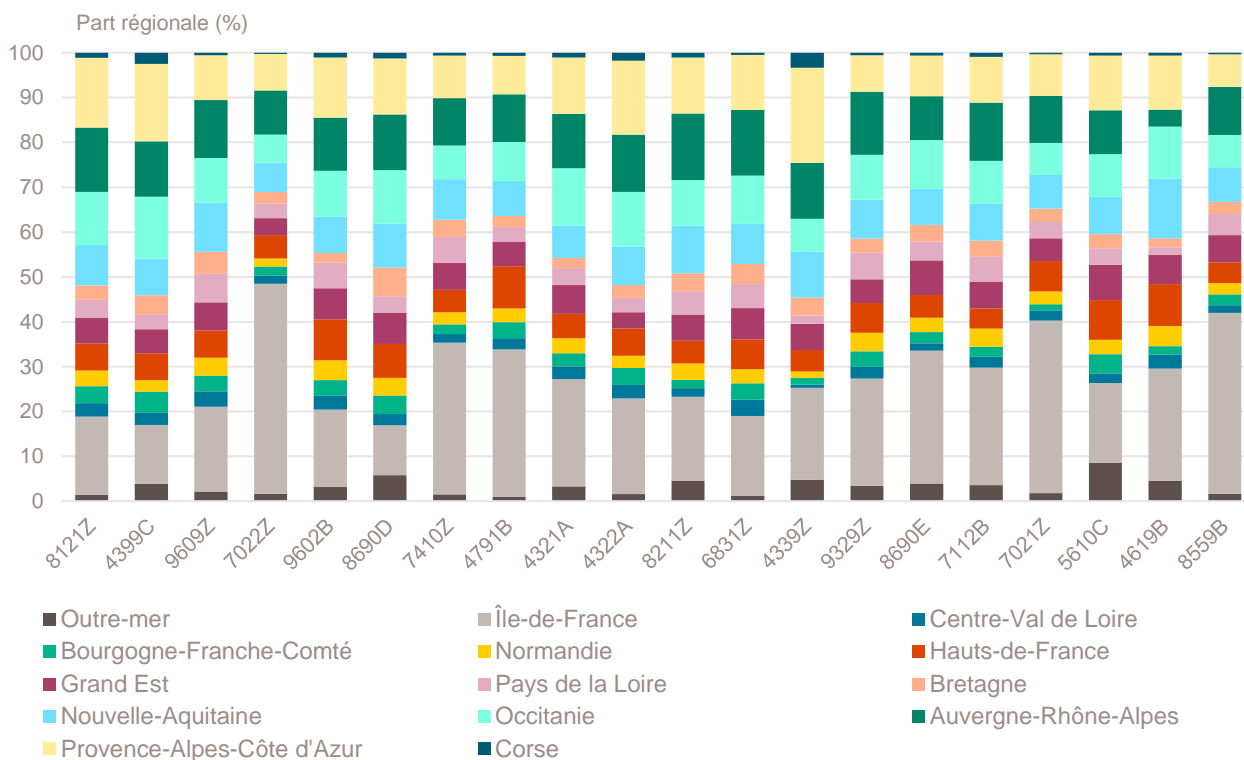
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Corse

Septembre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2021-2022 %
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	35	91,4	+ 9,4
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	31	61,3	+ 19,2
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	27	88,9	+ 12,5
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	18	61,1	- 14,3
9602B-Soins de beauté	16	93,8	+ 128,6
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	15	0,0	+ 7,1
7410Z-Activités spécialisées de design	13	84,6	+ 62,5
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	13	69,2	+ 225,0
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	13	76,9	- 7,1
4322A-Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	11	63,6	+ 1 000,0
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	10	60,0	+ 66,7
6831Z-Agences immobilières	10	50,0	+ 25,0
4339Z-Autres travaux de finition	9	100,0	+ 0,0
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	8	100,0	+ 14,3
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	8	0,0	+ 100,0
7112B-Ingénierie, études techniques	8	87,5	+ 0,0
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	8	87,5	+ 100,0
5610C-Restauration de type rapide	8	62,5	+ 33,3
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	8	62,5	+ 14,3
8559B-Autres enseignements	7	100,0	+ 40,0

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, septembre 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

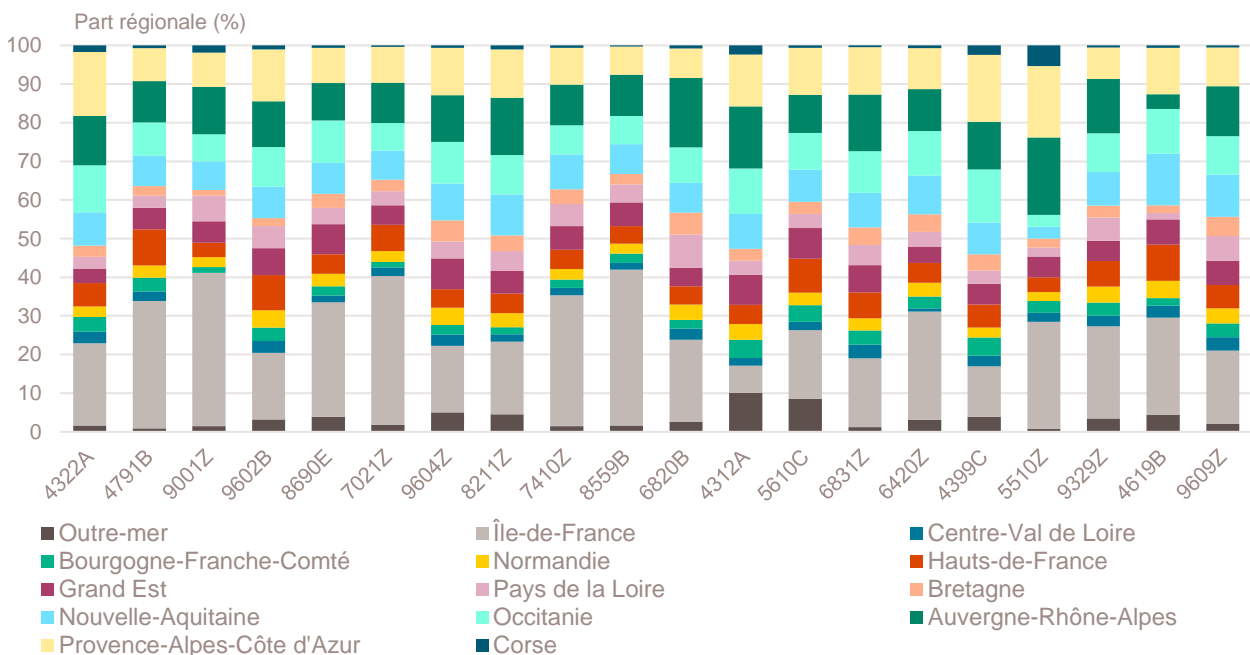
Septembre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2021-2022 %
4322A-Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	11	63,6	+ 1 000,0
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	13	69,2	+ 225,0
9001Z-Arts du spectacle vivant	5	100,0	+ 150,0
9602B-Soins de beauté	16	93,8	+ 128,6
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	8	0,0	+ 100,0
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	8	87,5	+ 100,0
9604Z-Entretien corporel	5	100,0	+ 66,7
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	10	60,0	+ 66,7
7410Z-Activités spécialisées de design	13	84,6	+ 62,5
8559B-Autres enseignements	7	100,0	+ 40,0
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	7	0,0	+ 40,0
4312A-Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	7	100,0	+ 40,0
5610C-Restauration de type rapide	8	62,5	+ 33,3
6831Z-Agences immobilières	10	50,0	+ 25,0
6420Z-Activités des sociétés holding	5	0,0	+ 25,0
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	31	61,3	+ 19,2
5510Z-Hôtels et hébergement similaire	7	0,0	+ 16,7
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	8	100,0	+ 14,3
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	8	62,5	+ 14,3
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	27	88,9	+ 12,5

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, septembre 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 3 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

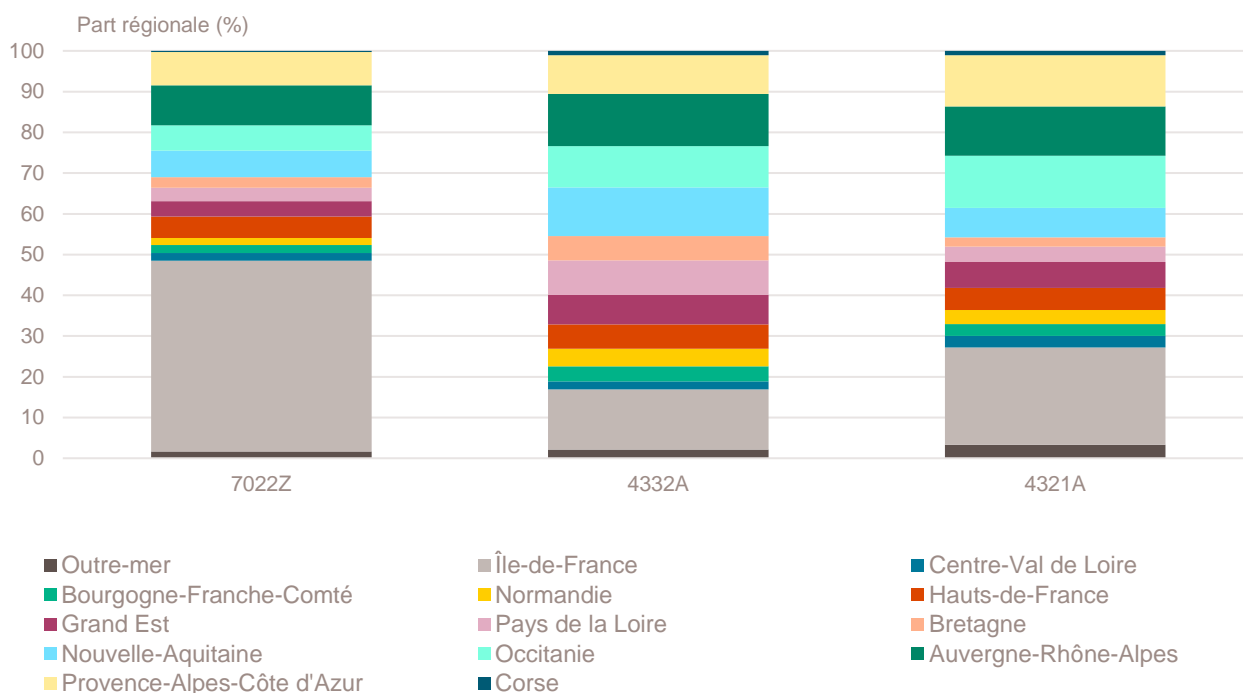
Septembre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2021-2022 %
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	18	61,1	- 14,3
4332A-Travaux de menuiserie bois et PVC	7	100,0	- 12,5
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	13	76,9	- 7,1

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 3, septembre 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon la nature juridique

Septembre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution septembre 2021-2022 %	Évolution janvier à septembre 2021-2022 %
Entreprises individuelles	405	79,4	+ 5,2	+ 7,2
Micro-entrepreneurs	337	66,1	+ 3,1	+ 15,8
Entreprises individuelles classiques	68	13,3	+ 17,2	- 23,6
Sociétés	105	20,6	- 6,3	+ 4,3
SARL & EURL	22	4,3	- 15,4	+ 8,3
SAS & SASU	76	14,9	- 1,3	+ 2,9
SCI	1	0,2	---	- 33,3
Autres ^a	6	1,2	- 33,3	+ 12,1
Total Corse	510	100,0	+ 2,6	+ 6,3

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon le type de la commune d'implantation

Septembre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution septembre 2021-2022 %	Évolution janvier à septembre 2021-2022 %
Rurale éloignée très peu dense	28	5,5	+ 40,0	+ 25,6
Rurale éloignée peu dense	76	14,9	- 11,6	+ 9,5
Rurale périphérique très peu dense	13	2,5	- 31,6	+ 5,6
Rurale périphérique peu dense	27	5,3	- 12,9	+ 3,5
Bourg	54	10,6	+ 54,3	+ 12,9
Petite ville	60	11,8	- 11,8	- 0,9
Urbaine périphérique peu dense	50	9,8	- 13,8	+ 4,1
Urbaine dense	202	39,6	+ 12,2	+ 4,7
Urbaine très dense	0	0,0	---	---
Total Corse	510	100,0	+ 2,6	+ 6,3

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse dans les territoires aidés

Septembre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution septembre 2021-2022 %	Évolution janvier à septembre 2021-2022 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	263	51,6	+ 1,9	+ 7,9
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	510	100,0	+ 2,6	+ 6,3
Petites villes de demain (PVD)	93	18,2	+ 2,2	+ 7,8
Actions cœur de ville (ACV)	146	28,6	+ 13,2	+ 6,3

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Septembre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2021-2022 %	Évolution janvier à septembre 2021-2022 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 383	65,6	+ 5,0	+ 0,3
01 - Ain	841	68,1	+ 14,6	+ 4,4
03 - Allier	284	56,3	+ 18,3	+ 4,6
07 - Ardèche	378	67,5	+ 5,0	+ 4,2
15 - Cantal	86	58,1	+ 0,0	+ 4,7
26 - Drôme	690	61,9	- 3,4	- 2,4
38 - Isère	1 800	67,8	+ 4,6	- 0,2
42 - Loire	912	60,3	+ 2,2	+ 0,6
43 - Haute-Loire	211	57,8	+ 1,4	+ 7,4
63 - Puy-de-Dôme	650	60,5	+ 3,8	+ 0,5
69 - Rhône	3 514	67,4	+ 0,5	- 0,8
73 - Savoie	653	61,4	- 2,8	- 1,2
74 - Haute-Savoie	1 364	69,2	+ 24,5	- 0,2
Bourgogne-Franche-Comté	2 948	66,1	+ 11,5	- 3,0
21 - Côte-d'Or	655	66,1	+ 9,0	- 6,0
25 - Doubs	584	64,4	+ 3,5	- 3,4
39 - Jura	267	64,0	+ 14,6	+ 0,6
58 - Nièvre	176	64,2	+ 19,7	+ 1,9
70 - Haute-Saône	191	61,8	+ 6,1	+ 5,6
71 - Saône-et-Loire	581	69,2	+ 28,0	- 2,7
89 - Yonne	349	65,9	+ 8,7	- 3,6
90 - Territoire-de-Belfort	145	73,8	+ 0,0	- 10,8
Bretagne	3 444	60,6	+ 2,7	+ 2,6
22 - Côtes-d'Armor	533	56,5	+ 6,4	+ 6,6
29 - Finistère	767	64,3	- 9,0	+ 0,4
35 - Ille-et-Vilaine	1 368	60,4	+ 7,6	+ 1,4
56 - Morbihan	776	60,2	+ 5,0	+ 4,5
Centre-Val de Loire	2 475	65,4	- 2,4	- 0,1
18 - Cher	228	61,8	- 20,0	- 5,3
28 - Eure-et-Loir	417	57,1	- 5,9	+ 1,0
36 - Indre	160	64,4	- 16,2	- 5,7
37 - Indre-et-Loire	693	67,7	+ 4,7	- 0,7
41 - Loir-et-Cher	288	61,5	- 5,9	+ 8,4
45 - Loiret	689	71,1	+ 6,0	+ 0,0
Corse	510	66,1	+ 2,6	+ 6,3
2A - Corse-du-Sud	255	66,3	- 6,3	+ 9,9
2B - Haute-corse	255	65,9	+ 13,3	+ 2,6
Grand Est	5 931	65,1	+ 7,3	- 1,9
08 - Ardennes	217	62,2	- 2,3	+ 3,5
10 - Aube	344	61,9	+ 16,2	- 0,6
51 - Marne	723	67,5	- 0,7	- 1,4
52 - Haute-Marne	122	46,7	+ 3,4	+ 1,3
54 - Meurthe-et-Moselle	731	66,9	+ 5,5	- 5,5
55 - Meuse	155	61,9	+ 27,0	+ 2,6
57 - Moselle	1 073	63,6	+ 20,2	- 0,4
67 - Bas-Rhin	1 477	64,9	+ 4,0	- 0,3
68 - Haut-Rhin	765	71,2	+ 6,3	- 7,2
88 - Vosges	324	61,1	+ 2,9	- 0,2

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Septembre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2021-2022 %	Évolution janvier à septembre 2021-2022 %
Hauts-de-France	6 136	66,3	+ 14,3	- 3,2
02 - Aisne	446	64,1	+ 20,2	- 3,0
59 - Nord	2 966	67,8	+ 9,9	- 5,9
60 - Oise	937	65,0	+ 17,3	+ 0,5
62 - Pas-de-Calais	1 225	66,3	+ 20,7	- 1,1
80 - Somme	562	63,0	+ 15,9	+ 2,0
Île-de-France	27 007	65,2	+ 13,0	+ 0,1
75 - Paris	8 162	56,4	+ 14,9	+ 4,2
77 - Seine-et-Marne	2 208	68,0	+ 11,4	- 2,6
78 - Yvelines	2 601	73,1	+ 15,2	- 3,6
91 - Essonne	2 208	69,1	+ 23,1	+ 0,7
92 - Hauts-de-Seine	3 435	66,3	+ 4,7	+ 1,2
93 - Seine-Saint-Denis	3 504	66,2	+ 10,8	- 1,9
94 - Val-de-Marne	2 727	72,2	+ 15,9	- 1,4
95 - Val-d'Oise	2 162	69,8	+ 9,7	- 4,5
Normandie	3 248	63,0	+ 3,0	- 4,8
14 - Calvados	800	61,8	- 2,7	- 8,4
27 - Eure	603	63,2	+ 10,8	+ 3,6
50 - Manche	362	57,5	- 4,7	- 3,4
61 - Orne	253	62,8	+ 11,0	- 1,5
76 - Seine-Maritime	1 230	65,4	+ 4,2	- 7,2
Nouvelle-Aquitaine	8 137	67,7	+ 10,2	- 0,7
16 - Charente	340	67,9	+ 0,6	+ 0,7
17 - Charente-Maritime	880	70,7	+ 1,5	+ 0,3
19 - Corrèze	252	65,5	+ 22,9	- 1,1
23 - Creuse	96	63,5	+ 5,5	- 1,4
24 - Dordogne	416	68,0	+ 6,4	- 3,8
33 - Gironde	3 087	68,6	+ 16,9	- 1,6
40 - Landes	572	67,1	+ 11,3	+ 1,4
47 - Lot-et-Garonne	396	69,4	+ 13,8	+ 0,9
64 - Pyrénées-Atlantiques	902	63,7	+ 2,2	- 0,7
79 - Deux-Sèvres	310	56,5	+ 1,0	+ 1,6
86 - Vienne	488	66,8	+ 11,9	+ 7,9
87 - Haute-Vienne	398	73,1	+ 9,9	- 9,2
Occitanie	8 769	68,0	+ 4,2	- 1,5
09 - Ariège	191	68,1	+ 1,1	+ 2,1
11 - Aude	498	64,9	+ 18,0	+ 6,1
12 - Aveyron	272	62,9	+ 18,3	+ 4,4
30 - Gard	1 053	71,6	+ 8,3	+ 1,8
31 - Haute-Garonne	2 486	70,2	+ 2,6	- 5,4
32 - Gers	209	65,6	+ 3,5	- 1,0
34 - Hérault	2 131	67,5	+ 6,7	- 2,6
46 - Lot	185	62,7	- 3,1	+ 0,9
48 - Lozère	67	61,2	+ 31,4	- 8,4
65 - Hautes-Pyrénées	258	69,0	+ 8,9	+ 3,5
66 - Pyrénées-Orientales	662	67,4	- 7,3	- 1,6
81 - Tarn	430	61,6	- 3,8	+ 0,3
82 - Tarn-et-Garonne	327	68,2	- 3,0	- 0,4

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Septembre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2021-2022 %	Évolution janvier à septembre 2021-2022 %
Pays de la Loire	4 398	66,3	+ 12,2	- 0,2
44 - Loire-Atlantique	1 990	68,4	+ 11,7	- 0,8
49 - Maine-et-Loire	925	65,5	+ 14,1	- 1,7
53 - Mayenne	276	65,2	+ 11,3	- 6,0
72 - Sarthe	518	68,7	+ 14,1	+ 3,8
85 - Vendée	689	59,8	+ 9,9	+ 3,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9 783	69,9	+ 31,1	+ 4,0
04 - Alpes-de-Haute-Provence	218	70,2	+ 24,6	+ 7,9
05 - Hautes-Alpes	195	75,4	+ 16,1	+ 12,4
06 - Alpes-Maritimes	2 503	70,1	+ 32,3	+ 8,1
13 - Bouches-du-Rhône	4 088	69,3	+ 40,3	+ 2,3
83 - Var	1 861	69,4	+ 20,9	+ 2,6
84 - Vaucluse	918	72,2	+ 18,5	+ 0,8
France métrop. hors Île-de-France	67 162	66,5	+ 9,9	- 0,3
France métropolitaine	94 169	66,1	+ 10,8	- 0,2
France d'outre-mer	2 897	49,3	+ 11,9	+ 5,9
971 - Guadeloupe	671	52,3	+ 25,7	+ 15,7
972 - Martinique	623	35,0	+ 10,7	+ 3,7
973 - Guyane	298	51,0	+ 10,4	+ 6,4
974 - La Réunion	1 161	57,3	+ 9,8	+ 3,5
976 - Mayotte	144	28,5	- 12,7	- 5,6
France entière	97 066	65,6	+ 10,8	- 0,0

Lecture : en septembre 2022, 4 398 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 66,3 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 12,2 % par rapport à septembre 2021. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-septembre 2022 a baissé de - 0,2 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2021.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la Corse.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 20/10/2022.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Corse, chiffres de septembre 2022. Bpifrance Création, octobre 2022 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.